



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

**Joël GIRAUD**

Député des Hautes-Alpes

Maire de L'Argentière-La Bessée

10, avenue de Vallouise

05120 L'ARGENTIERE-LA BESSEE

Tél : 04.92.21.33.81

Fax : 04.92.21.43.73

Courriel : [jgiraud@assemblee-nationale.fr](mailto:jgiraud@assemblee-nationale.fr)

REF : VF/221111

L'Argentière, le 22 novembre 2011

**Madame, Monsieur,**

J'ai bien reçu le texte de la pétition « Refusez le budget militaire 2012 » dont vous êtes signataire et je vous remercie d'avoir attiré mon attention à ce sujet, auquel je suis sensible.

Les députés du groupe Socialiste, Radicaux et Citoyens, auquel j'appartiens, considérant que ce budget n'est pas à la hauteur des enjeux actuels, ont par conséquent voté contre les crédits de la mission budgétaire « défense » pour 2012 lors de son examen le 9 novembre dernier.

En effet, depuis la décision unilatérale du président de la République de faire revenir la France dans le commandement intégré de l'OTAN, et sa conséquence immédiate le renforcement des moyens humains français en Afghanistan, le budget des opérations extérieures (OPEX) a considérablement augmenté et a ainsi plus que doublé en trois ans.

Entre annulations de crédits et réductions budgétaires qui annulent l'ensemble des économies réalisées à travers la mise en œuvre de la RGPP, tout se passe comme si la défense, en France, allait devenir une variable d'ajustement.

Ainsi, le budget des opérations militaires extérieures, atteint cette année un niveau record, notamment en raison des opérations menées en Côte d'Ivoire, puis en Afghanistan et en Libye, alors que dans le même temps certains postes budgétaires apparaissent très en retrait par rapport aux besoins de notre nation.

Dans un contexte de rigueur budgétaire et de difficultés financières extrêmes, ce budget de la Défense ne me paraît pas soucieux de la bonne allocation des deniers de l'État.

A ce titre je ne peux que déplorer le trop lent retrait de nos forces d'Afghanistan, où le maintien de notre présence militaire n'est plus justifié, comme nous n'avons eu de cesse de le rappeler, d'autant que les crédits affectés à cette opération auraient pu être utilisés à meilleur escient et profiter à nos armées, à nos soldats, à nos industries de défense et à notre recherche.

De plus comme ces trois dernières années, les crédits de paiement ne sont pas à la hauteur des engagements budgétaires. Ce budget sera donc extrêmement difficile à réaliser en raison du retard de rentrée des recettes exceptionnelles, de la dépréciation



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté - Égalité - Fraternité

probable des recettes immobilières, de l'épuisement des reports de crédits, d'économies lointaines attendues de la réorganisation, du surcoût inévitable des bases de défense, d'un financement d'OPEX non encore clarifié, d'économies supplémentaires imposées par la baisse des prévisions de croissance et par les dernières annonces d'économies budgétaires, 46 milliards d'euros d'engagements non couverts à la fin de 2012, ce qui rendra difficile le lancement éventuel de nouveaux programmes.

Ainsi, à mi-chemin de la trajectoire financière définie par la programmation militaire pour les années 2009-2014, les objectifs que se fixaient la défense sont déjà caducs, alors que le paiement des sommes engagées depuis 2007 - plus de 60 milliards d'euros - devra être réglé ces trois prochaines années.

Je vous rappelle aussi qu'en de multiples occasions, nous avons critiqué, en séance publique et lors des travaux en commission, les choix faits en matière de stratégie et de défense par le Président Sarkozy depuis 2007.

En particulier, sur le Livre blanc, sur la loi de programmation militaire, sur la fusion entre la gendarmerie et la police, notre Groupe a manifesté clairement son opposition tout en développant des propositions alternatives.

Nous avons, notamment, condamné la centralisation à l'Élysée de décisions souvent mal préparées, l'alignement atlantiste, le défaitisme en matière de construction européenne, le désordre dans la mise en place des restructurations militaires, le manque de considération pour les personnels militaires et civils, ainsi que l'impasse financière qui découle des orientations prises depuis 2007.

Tous ces éléments concourent depuis quatre ans à affaiblir notre outil de défense et donc notre indépendance.

Pourtant, celui-ci doit plutôt se renforcer, premièrement pour affronter l'interdépendance du monde actuel, dont chacun sait qu'elle est une source d'insécurité, deuxièmement pour être en état de construire et de peser dans la défense européenne que nous aurons tôt ou tard à bâtir et que les députés radicaux de gauche, auxquels j'appartiens, appellent de leurs vœux.

Souhaitant vous avoir éclairé sur les raisons des choix des députés socialistes, radicaux, citoyens et divers gauche, concernant l'examen des crédits budgétaires de la Défense pour 2012, je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Joël GIRAUD**